



PRÉFET DE L'YONNE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT

L'AMÉNAGEMENT D'UNE MARE ET DU RU DE CLÉON

COMMUNE DE VÉZANNES

DOSSIER N° 89-2017-00125

Le préfet de l'Yonne

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 24 août 2017, présenté par Le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon représenté par Monsieur Éric Coquille, enregistré sous le n° 89-2017-00125 et relatif aux travaux d'aménagement d'une mare et du ru du Cléon sur la commune de Vézannes.

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon
58 ter rue Vaucorbe
89700 TONNERRE**

concernant :

l'aménagement d'une mare et du ru du Cléon

dont la réalisation est prévue sur le territoire de la commune de Vézannes.

Les travaux constitutifs à ce projet rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D) Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Déclaration	DEVO0770062A du 28 novembre 2007

Le déclarant peut débiter les travaux à réception du présent courrier.

Une copie de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la Mairie de Vézannes, où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Yonne durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de Vézannes par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

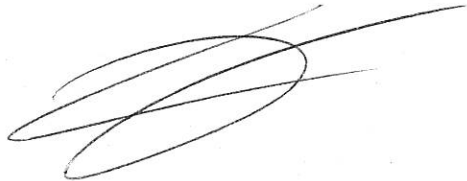
Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Auxerre, le **28 AOUT 2017**

**Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des Territoires
L'adjointe au chef du SERVICE Forêt, Risques,
Eau, et Nature,**



Chantal CHARONNAT

